

---

**ACCORD-CADRE 2024-0319**

**Réalisation et maintien en conditions opérationnelle et  
de sécurité du service de garantie de l'identité  
numérique (SGIN)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

---

Version	Date	Description
1	30/12/2024	Version initiale publiée

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ PUBLIC ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>6</b>
1.1.	Objet	6
1.2.	Allotissement	6
1.3.	Forme de l'accord-cadre et montants maximums	6
1.4.	Composition des Services	7
1.5.	Lieux d'exécution	11
1.6.	Procédure de passation	12
<b>2.</b>	<b>DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE POUR L'ENSEMBLE DES LOTS</b>	<b>12</b>
2.1.	Durée de validité des lots	12
2.2.	Délai d'exécution des Services traités à bons de commande	12
<b>3.</b>	<b>PIÈCES CONTRACTUELLES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS</b>	<b>12</b>
<b>4.</b>	<b>EXÉCUTION DE CHAQUE LOT</b>	<b>13</b>
4.1.	Modalités d'émission des bons de commande	13
4.2.	Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	14
4.2.1.	Hypothèse générale de dérogation	14
4.2.2.	Hypothèses particulière de dérogation	14
4.3.	Obtention de l'accord préalable du Titulaire	14
<b>5.</b>	<b>MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>14</b>
5.1.	Modifications relatives au Titulaire	14
5.2.	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	15
5.3.	Décision de poursuivre	15
<b>6.</b>	<b>PRIX ET RÈGLEMENT</b>	<b>15</b>
6.1.	Contenu du prix	15
6.2.	Forme et évolution du prix	15
6.3.	Clause butoir	16
6.4.	Avance	16
6.5.	Acomptes	16
6.6.	Modalité de facturation et de règlement	17
6.6.1.	Présentation de demande de paiement	17
6.6.2.	Dématérialisation des factures	17
6.7.	Délai de paiement	18
6.8.	Suspension du délai global de paiement	18
6.9.	Intérêt moratoires	18
6.10.	Nantissement et cession de créance	19
6.11.	Renseignement d'ordre comptable	19
<b>7.</b>	<b>DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>19</b>
<b>8.</b>	<b>COMITOLOGIE</b>	<b>19</b>
<b>9.</b>	<b>RELATIONS ENTRE LES PARTIES</b>	<b>19</b>
9.1.	Représentation de l'acheteur	19
9.2.	Représentation du Titulaire et obligations d'information relative au Titulaire	20
9.2.1.	Représentation du Titulaire	20
9.2.2.	Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire	20
<b>10.</b>	<b>PÉNALITÉS</b>	<b>20</b>
10.1.	Pénalités de retard d'exécution des Services	20
10.2.	Pénalités de retard dans la remise de devis	20
10.3.	Pénalités de retard dans la remise des livrables	21
10.4.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	21
10.5.	Pénalités pour non-respect du niveau d'expérience d'un profil mentionné dans l'offre du Titulaire	Erreur ! Signet non défini.
10.6.	Plafond des pénalités	Erreur ! Signet non défini.

11.	CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	22
12.	CONFIDENTIALITE	22
12.1.	Opération de maintenance ou de télémaintenance	22
12.2.	Sécurité des installations	23
12.3.	Mesures particulières de sécurité en cours d'exécution de l'accord-cadre	23
13.	SOUS-TRAITANCE	24
13.1.	Sous-traitance au sens du code de la commande publique	24
13.2.	Sous-traitance au sens de la loi informatique et libertés	24
14.	RESPONSABILITE - ASSURANCE	25
15.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	25
16.	LIVRAISON	25
17.	MODALITES DE VERIFICATION DES SERVICES ET RECEPTION DES SERVICES	25
17.1.	Elaboration des livrables et remise des livrables	25
17.2.	Opérations de vérification	26
17.3.	Procès-Verbal de service fait	27
18.	SUSPENSION DE L'EXECUTION DES SERVICES	27
19.	RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	27
19.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	27
19.2.	Résiliation aux torts du Titulaire	27
19.3.	Exécution aux frais et risques	28
19.4.	Force majeure	28
20.	REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES	28
21.	REGIME D'UTILISATION DES DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	28
21.1.	Régime des résultats	28
21.2.	Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	30
21.2.1.	Dispositions communes aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards	30
21.2.2.	Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et de France Titres	30
21.2.3.	Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards	31
21.3.	Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	31
21.4.	Régime des données	31
21.5.	Garanties des droits	32

## **DÉFINITIONS – Au sens du présent document :**

**Admission :** décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

**AE :** acte d'engagement ATTR11.

**Acheteur :** est le pouvoir adjudicateur (Cf. ci-dessous) qui conclut le marché avec le Titulaire.

**ANTS :** Agence nationale des titres sécurisés, établissement public de l'État placé sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

**Ajournement :** décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le Titulaire.

**CCTP :** cahier des clauses techniques particulières.

**CCAG :** cahier des clauses administratives générales.

**CCAP :** cahier des clauses administratives particulières.

**Comptable assignataire :** l'agent comptable de FRANCE TITRES.

**Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle :** toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement.

**Marché public :** accord-cadre.

**Notification :** est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

**Pouvoir adjudicateur :** FRANCE TITRES - Agence nationale des titres sécurisés (ANTS).

**Prestations :** désignent les services objets du marché.

**Proposition :** offre technique et financière remise par le Titulaire en réponse à la consultation.

**Réfaction :** décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

**Rejet :** décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :** la Directrice générale de FRANCE TITRES ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur.

**Responsable de traitement (de données personnelles) :** celui qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement.

**Résultats :** résultats des prestations de services objets du marché public faisant l'objet d'un droit de propriété intellectuelle.

**RGPD :** Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

**Services :** prestations de service objets du présent accord-cadre.

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique) :** personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement.

**Sous-traitant (au sens du RGPD) :** personne physique ou morale qui traite des données pour le compte, sur instruction et sous l'autorité d'un responsable de traitement (FRANCE TITRES). Il s'agit du Titulaire du marché public.

**Titulaire :** opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire. Il s'agit également du soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie l'accord-cadre, le bon de commande ou le marché subséquent.

**Traitement (de données personnelles) :** toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé (collecte, conservation, modification, extraction, consultation, rapprochement ou interconnexion, effacement ou destruction, etc.).

## 1. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet

Le présent marché public a pour objet la réalisation et le maintien en conditions opérationnelle et de sécurité du service de garantie de l'identité numérique (SGIN) de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS – FRANCE TITRES).

### 1.2. Allotissement

Les lots sont définis comme suit et chaque lot constitue un marché public distinct :

Lot 1 : Pilotage

Lot 2 : Suivi international normalisation et politique des Etats

Lot 3 : Expertise systèmes d'information

Lot 4 : Sécurité des systèmes d'information

Lot 5 : Développement et maintenance d'applications mobiles

Lot 6 : Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs

Lot 7 : Environnements de tests et d'interopérabilité multipartenaires

Le détail des prestations des lots est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.3. Forme de l'accord-cadre et montants maximums

Les lots constituent chacun un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique, les lots sont conclus sans montant minimum mais avec un montant maximum défini en valeur sur la durée totale de validité de l'accord-cadre.

Les montants maximums propres à chacun des lots sont indiqués ci-dessous :

Lot	Minimum sur la durée totale	Maximum sur la durée totale
1	Sans montant minimum	4 300 000 € HT
2	Sans montant minimum	3 900 000 € HT
3	Sans montant minimum	5 100 000 € HT
4	Sans montant minimum	5 400 000 € HT
5	Sans montant minimum	7 200 000 € HT
6	Sans montant minimum	10 400 000 € HT
7	Sans montant minimum	8 400 000 € HT

Le Titulaire s'engage à réaliser les Services à hauteur de valeur maximale indiquée ci-dessus.

Le montant maximum ne constitue pas un engagement de commandes de France Titres au profit du Titulaire.

#### 1.4. Composition des Services

N° du Lot	Intitulé du LOT	Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre	UNITES
LOT 1	Pilotage	L1_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P2_ASS	Assistance au pilotage et conseil en organisation à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P3_COMP.S	Complément d'assistance au pilotage et conseil en organisation à l'échelle d'un sprint (2 semaines) -Simple	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P4_COMP.M	Complément d'assistance au pilotage et conseil en organisation à l'échelle d'un sprint (2 semaines) - Moyen	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P5_COMP.C	Complément d'assistance au pilotage et conseil en organisation à l'échelle d'un sprint (2 semaines) - Complexe	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P6_AUD	Audits et conseils organisationnels	Prix Unitaire
LOT 1	Pilotage	L1_P7_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P2_AUD	Audits "actes d'implémentations"	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P3_GE.S	Suivi "groupes d'experts" - Simple	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P4_GE.M	Suivi "groupes d'experts" - Moyen	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P5_GE.C	Suivi "groupes d'experts" - Complexe	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P6_NOT	Rédaction notes d'orientations	Prix Unitaire
LOT 2	Suivi international normalisation et politique des Etats	L2_P7_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire

LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P2_EXP.S	Expertise SSI - Simple (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P3_EXP.M	Expertise SSI - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P4_EXP.C	Expertise SSI - Complexe (15 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P5_POC.S	POC - Simple (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P6_POC.M	POC - Moyen (20 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P7_POC.C	POC - Complexe (30 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P8_ASS.S	Assistance audit - Simple (1 jour)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P9_ASS.M	Assistance audit - Moyen (3 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P10_ASS.C	Assistance audit - Complexe (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P11_OFR.S	Assistance à la réalisation d'étude de type "OFR" - Simple (3 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P12_OFR.M	Assistance à la réalisation d'étude de type "OFR" - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P13_OFR.C	Assistance à la réalisation d'étude de type "OFR" - Complexe (20 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P14_RETRO	Rétro documentation (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 3	Expertise systèmes d'information	L3_P15_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P2_ETU.S	Etudes, assistance à l'audit et expertise - Simple (3 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P3_ETU.M	Etudes, assistance à l'audit et expertise - Moyen (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P4_ETU.C	Etudes, assistance à l'audit et expertise - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P5_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P6_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)	Prix Unitaire



LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P7_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P8_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P9_DSO.S	Analyse et expertise SSI pour DevSecOps - Simple (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P10_DSO.M	Analyse et expertise SSI pour SSI pour DevSecOps - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P11_DSO.C	Analyse et expertise SSI pour SSI pour DevSecOps - Complexe (20 jours)	Prix Unitaire
LOT 4	Sécurité des systèmes d'information	L4_P12_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P2_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P3_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P4_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P5_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P6_OFRIOS	Réalisation d'une "OFR" iOS (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P7_OFRAND	Réalisation d'une "OFR" Android (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 5	Développement et maintenance d'applications mobiles	L5_P8_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des	L6_P2_ARCHI.S	Expertise Architecture - Simple (3 jours)	Prix Unitaire

	applicatifs pour serveurs			
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P3_ARCHI.M	Expertise Architecture - Moyen (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P4_ARCHI.C	Expertise Architecture - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P5_DEVOPS.S	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Simple (3 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P6_DEVOPS.M	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Moyen (5 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P7_DEVOPS.C	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P8_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P9_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P10_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P11_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)	Prix Unitaire
LOT 6	Backend - Développement et maintenance des applicatifs pour serveurs	L6_P12_REV	Réversibilité	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P1_APP	Appropriation et initialisation	Prix Unitaire

LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P2_ARCHI.S	Expertise Architecture - Simple	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P3_ARCHI.M	Expertise Architecture - Moyen	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P4_ARCHI.C	Expertise Architecture - Complexe	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P5_DEVOPS.S	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Simple	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P6_DEVOPS.M	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Moyen	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P7_DEVOPS.C	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Complexe	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P8_ETD	Etude d'interopérabilité à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P9_TST	Test d'interopérabilité à l'échelle d'un sprint (2 semaines)	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P10_COMP.S	Tests d'interopérabilité complémentaires - Simple	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P11_COMP.M	Tests d'interopérabilité complémentaires (développeur) - Moyen	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	L7_P12_COMP.C	Tests d'interopérabilité complémentaires (développeur) - Complexe	Prix Unitaire
LOT 7	Environnements de tests et d'interopérabilité multi-partenaires	3L7_P13_REV	Réversibilité	Prix Unitaire

### 1.5. Lieux d'exécution

En complément des stipulations du CCTP, les Services sont principalement (au moins deux jours par semaine et suivant le rythme d'avancement des travaux) réalisées dans les locaux désignés par France Titres :

- dans son antenne de la région parisienne,
- ou dans d'autres locaux désignés par France Titres.

De plus, quel que soit le lot, les Services de la phase d'appropriation et de prise en charge du marché (unité d'œuvre « P1 » de chaque lot), se réalisent dans les locaux de l'antenne parisienne de France Titres, afin que les échanges d'informations nécessaires entre les parties puissent se faire en proximité.

Quel que soit le lot, les instances de suivi des Services se tiennent généralement dans les locaux de l'antenne parisienne de France Titres. Toutefois, certaines instances projet ou événements ponctuels peuvent se tenir chez le Titulaire d'un lot donné.

Les interventions des préposés du Titulaire dans les locaux de l'antenne parisienne de France Titres n'ouvrent droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité à quelque titre que ce soit, y compris et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par le transport et le séjour de ses personnels. La proposition financière tient compte de cette possibilité et les prix mentionnés incluent tous les frais de déplacement et de séjour susceptibles d'être supportés par le Titulaire et ses personnels.

## **1.6. Procédure de passation**

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

## **2. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

### **2.1. Durée de validité des lots**

Chaque lot est conclu pour une durée initiale de deux ans à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit deux fois, par période de douze mois sans que sa durée totale de validité n'excède quatre années.

A l'issue de la période initiale de deux ans, chaque lot est reconductible tacitement deux fois pour une nouvelle période de douze mois, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit mois.

Le RPA informe par écrit le Titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché public. Dans cette hypothèse, le RPA en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard un mois avant l'échéance du lot concerné.

### **2.2. Délai d'exécution des Services traités à bons de commande**

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre avec un délai maximum d'exécution des Services de six mois.

Sauf stipulations contraires dans le CCTP, le délai d'exécution des bons de commande sera précisé dans chaque bon de commande dans les conditions fixées par le CCAP.

## **3. PIECES CONTRACTUELLES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

Chaque lot est constitué des documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de stipulations contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont l'annexe financière (BPU) ;
- Le présent CCAP et ses annexes ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Pour les lots 3, 5, 6 et 7, le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés des techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifiée par l'arrêté du 29 décembre 2022 en vigueur à la date de notification des lots concernés ;
- Pour les lots 1,2 et 4, le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification des lots concernés ;

- La Proposition technique du Titulaire dans le cadre de réponse (annexe 2 au règlement de la consultation).

Par dérogation à l'article 1.1 du CCAG-TIC/CCAG-PI, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-TIC/CCAG PI.

Hormis le CCAG-TIC/CCAG-PI applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-TIC/CCAG-PI applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux clauses des CCAP, CCTP et CCAG TIC/CCAG-PI est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les clauses incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

#### **4. EXECUTION DE CHAQUE LOT**

##### **4.1. Modalités d'émission des bons de commande**

En complément des clauses prévues au CCTP, le marché public s'exécute par l'émission de bons de commande émis par FRANCE TITRES et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification du marché public. Ils indiquent :

- Le numéro du marché public ;
- le numéro de l'engagement juridique ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La durée d'exécution des Services objets du bon de commande ;
- La désignation du/des Service(s) concerné(s) ;
- Les phases et le détail des Services (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- Les quantités, si une précision s'impose ;
- Le cas échéant, la désignation de l'unité d'œuvre (UO) et le niveau de complexité associé ;
- Le montant HT et TTC du (des) Service(s) conformément à la tarification fixée à l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution ;
- Les modalités particulières d'exécution des Services ;
- Les éventuelles modalités particulières liées aux opérations de vérification ;
- Toute autre information utile à la commande.

Lors d'un nouveau besoin concernant des Services comportant un niveau de complexité, France Titres formalise celui-ci au travers d'une demande de devis assortie d'une expression de besoin décrivant les résultats à atteindre.

Sur la base de cette demande, le Titulaire émet une proposition de devis répondant aux besoins exprimés dans un délai maximum de dix jours ouvrés.

Ce devis doit :

- Décrire de façon détaillée la compréhension du besoin, les impacts identifiés sur le système et la solution proposée (spécifications fonctionnelles détaillées) ;
- Présenter les justifications techniques associées au choix du nombre d'unités d'œuvre et de tâches conformément aux Services décrits dans le CCTP ;
- Préciser les livrables associés et les délais de livraison associés ;
- Préciser les dates de démarrage des Services (à défaut d'une telle précision dans le bon de commande, c'est la date de notification du bon de commande qui est retenue, la date de

démarrage ne pouvant en aucun cas est antérieure à la date de notification du bon de commande) et de fin de réalisation des Services ;

- Indiquer éventuellement les données et prérequis au bon déroulement des Services ;
- Indiquer de manière synthétique le nombre d'unités d'œuvre par niveau de complexité à commander et les références associées ;
- Indiquer, le cas échéant, le montant de la part du(des) sous-traitant(s) à paiement direct pour chacune des unités d'œuvre et de manière globale.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC/CCAG-PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à France Titres dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

## **4.2. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire**

### **4.2.1. Hypothèse générale de dérogation**

FRANCE TITRES se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité dont bénéficie le Titulaire du fait de l'accord-cadre. Cette possibilité est mise en œuvre par France Titres après avoir obtenu l'accord du Titulaire concerné.

Le montant total des dépenses réalisées en dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire ne peut dépasser 1% du montant maximum du lot concerné, à l'exception des dépenses réalisées dans les hypothèses prévues aux articles 4.2.2. *infra*.

Les achats réalisés en application de cette clause par France Titres sont réalisés dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.

### **4.2.2. Hypothèses particulière de dérogation**

Du fait d'une situation de conflit d'intérêt avérée, France Titres se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité dont bénéficie le Titulaire du fait du présent accord-cadre, sans l'accord du Titulaire et sans limite de montant en cas de situation de conflit d'intérêt avérée du Titulaire.

## **4.3. Obtention de l'accord préalable du Titulaire**

Lorsque France Titres met en œuvre les clauses prévues par l'article 4.2.1, elle sollicite l'accord du Titulaire par tout moyen. Le Titulaire dispose d'un délai de trois jours ouvrés pour transmettre sa décision à France Titres.

En cas de désaccord du Titulaire, celui-ci expose les raisons de son désaccord. Seuls des motifs d'intérêt général peuvent permettre à France Titres de passer outre le désaccord du Titulaire.

## **5. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE**

### **5.1. Modifications relatives au Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne peut en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;

- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés originales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

## **5.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires**

Le marché public peut faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **5.3. Décision de poursuivre**

Dans le cas particulier où le montant des Services exécutés atteint le montant maximum indiqué pour chacun des lots, la poursuite de l'exécution des Services au-delà du montant maximum indiqué est subordonnée à la décision de poursuivre prise unilatéralement par le RPA.

La décision de poursuivre est notifiée au Titulaire qui ne peut s'opposer à sa mise en œuvre.

# **6. PRIX ET REGLEMENT**

## **6.1. Contenu du prix**

Le présent accord-cadre comprend des Services traités à prix unitaires.

Les prix de l'accord-cadre sont les prix mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement (Bordereau des prix). Ces prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la réalisation des Services.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et/ou autres frappant obligatoirement les prestations et, sauf stipulation contraire dans les pièces particulières de l'accord-cadre, les frais de déplacement et d'hébergement du Titulaire et/ou de ses personnels.

## **6.2. Forme et évolution du prix**

Pour les lots 1 et 2 :

Les prix sont révisibles annuellement au premier (1er) janvier de l'année qui suit la période d'exécution des Services, en application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,30 + (0,70 \times SY1/SY0)]$$

P1 est le prix révisé ;

P0 est le prix initial ;

SY0 est la valeur de l'index au mois M0 ;

SY1 est la valeur de l'index pour le mois de référence.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.



Le coefficient de révision est calculé pour chaque unité d'œuvre.  
L'index de révision correspond aux coûts salariaux des entreprises adhérentes à la fédération SYNTEC.  
Il est consultable sur le site internet de la fédération SYNTEC ou sur celui de l'Usine Nouvelle.

Pour les lots 3, 4, 5, 6 et 7 :

Les prix sont révisibles annuellement au premier (1er) janvier de l'année qui suit la période d'exécution des Services, en application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,30 + (0,70 \times \text{CPF } 62.01 \text{ 1} / \text{CPF } 62.01 \text{ 0})]$$

P1 est le prix révisé ;

P0 est le prix initial ;

CPF 62.01 0 est la valeur de l'index au mois M0 ;

CPF 62.01 1 est la valeur de l'index pour le mois de référence.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé pour chaque Unité d'œuvre.

CPF 62.01 L'index de révision correspond Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique

L'indice est lu sur le site internet du Moniteur ou de l'INSEE.

### **6.3. Clause butoir**

Les prix révisés ne peuvent être supérieurs à 4 %, par année, par rapport aux prix initiaux figurant dans l'annexe financière (bordereau des prix) à l'acte d'engagement.

### **6.4. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique. Les conditions de paiement de l'avance sont celles applicables aux accords-cadres à bons de commande ne comportant pas de montant minimum.

L'avance est accordée pour tout bon de commande émis pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois donne lieu à versement d'une avance au taux de 5% ou au taux de 20%, appliqué pour le montant toutes taxes comprises, lorsque l'accord-cadre est conclu avec une PME.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution de l'accord-cadre conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### **6.5. Acomptes**

Les Services dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois font l'objet d'acomptes trimestriels, conformément aux dispositions de l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

Pour les Services faisant l'objet d'opérations de vérification d'aptitude (VA) et/ou de vérification sur services réguliers (VSR) font l'objet d'acomptes décomposés comme suit :

- Acompte à la livraison : 40% du montant HT du bon de commande ;
- Acompte à la recette réalisée par France Titres : 40% du montant HT du bon de commande ;
- Solde après mise en production par France Titres : 20% du montant HT du bon de commande.

En cas de non mise en production par France Titres, et après écoulement d'un délai de six mois à compter de la décision d'admission de la VA, le solde est versé au Titulaire sans qu'une décision



d'admission de VSR ne soit expressément prononcée par France Titres, la décision d'admission est tacitement admise après expiration du délai précité de six mois.

Les unités d'œuvre concernées par ces modalités d'acompte sont :

Lot 5 :

319_L5_P2_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)
319_L5_P3_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)
319_L5_P4_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)
319_L5_P5_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)

Lot 6 :

319_L6_P8_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)
319_L6_P9_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)
319_L6_P10_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)
319_L6_P11_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)

## **6.6. Modalité de facturation et de règlement**

### **6.6.1. Présentation de demande de paiement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Après réalisation des Services concernés, le Titulaire doit adresser sa facture correspondant au règlement partiel définitif, à l'acompte ou au solde concerné, mentionnant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro de l'accord-cadre et référence du lot concerné.
- la référence du Service concerné,
- le numéro d'engagement juridique (ou du bon de commande),
- la période concernée par l'acompte ou, en cas de solde, la mention associée,
- le numéro de l'acompte concerné,
- pour les demandes de paiement des acomptes ou solde d'un bon de commande : le prix unitaire (PU) HT et la quantité de chaque Service,
- le montant hors taxe de l'acompte ou du solde concerné, éventuellement remis à jour, en faisant dans ce cas apparaître le détail du calcul des prix, notamment la variation des indices,
- le taux et le montant de la TVA,
- l'indication du délai global de paiement de l'accord-cadre et la date de facturation.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des Services sont constatées par l'ordonnateur ; à défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de cette date.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

### **6.6.2. Dématérialisation des factures**

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm)

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;

- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au Titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

La transmission se fait, au choix du Titulaire, par :

- un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique Chorus Pro. La transmission de factures selon le mode « flux » s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
- un mode « portail » nécessitant du Titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode « portail » s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'État à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

un mode « service », nécessitant de la part du Titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

### **6.7. Délai de paiement**

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement. La date de réception des factures est constatée par France Titres.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des Services.

FRANCE TITRES se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du titulaire.

### **6.8. Suspension du délai global de paiement**

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par France Titres, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

À compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente jours.

### **6.9. Intérêt moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de quarante euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

La formule applicable au calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Le Titulaire ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des Services qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **6.10. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC/CCAG-PI, seuls sont notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre ;
- la copie de l'annexe financière.

FRANCE TITRES délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

En cas de sous-traitance régulière, il est délivré :

- au Titulaire, à sa demande, une copie de l'original de l'accord-cadre revêtue de la mention signée par le représentant du pouvoir adjudicateur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- au sous-traitant à paiement direct un extrait de l'original de l'accord-cadre revêtu de la mention signée par le représentant du pouvoir adjudicateur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

#### **6.11. Renseignement d'ordre comptable**

Le comptable public assignataire des paiements est l'agent comptable de France Titres désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **7. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

La défaillance du Titulaire peut être constatée en cas :

- de situation de conflit d'intérêt empêchant le Titulaire d'exécuter les Services ;
- d'empêchement par le Titulaire de réaliser les Services pour des raisons qui lui sont extérieures ;
- d'incapacité manifeste du Titulaire, de son fait ou non, à réaliser les Services de manière ponctuelle ou prolongée.

Dans les deux dernières hypothèses, France Titres se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Préalablement à la mise en œuvre de cette clause, France Titres en informe le Titulaire par tout moyen afin de lui permettre d'émettre des observations. Si dans un délai de cinq jours ouvrés, le Titulaire n'a pas émis d'observations, la situation de défaillance est avérée et France Titres peut mettre en œuvre la présente clause.

### **8. COMITOLOGIE**

Le Titulaire met en place la comitologie prévue à l'article 3.2 du CCTP.

### **9. RELATIONS ENTRE LES PARTIES**

#### **9.1. Représentation de l'acheteur**

Dès la notification du marché public, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché public.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché public.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché public, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

## **9.2. Représentation du Titulaire et obligations d'information relative au Titulaire**

### **9.2.1. Représentation du Titulaire**

Dès la notification du marché public, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché public.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché public.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché public, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

### **9.2.2. Notification des modifications portant sur le situation juridique ou économique du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager.

## **10. PENALITES**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### **10.1. Pénalités de retard d'exécution des Services**

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC/CCAG-PI, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les Services, la pénalité suivante est applicable :

$$P = (V \times R) / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du prix des Services exécutés en retard sur lequel est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date d'exécution prévue dans le marché public ou inscrite dans le bon de commande.

### **10.2. Pénalités de retard dans la remise de devis**

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire à son obligation de répondre à l'expression de besoin transmise par France Titres par la remise du devis afférent, France Titres peut lui appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros par manquement constaté.

Manquement donnant lieu à l'application de la pénalité : absence de remise d'un devis répondant à une expression de besoin (cf. CCTP Article 4.1 Modalités de lancement des prestations) après un délai de cinq jours ouvrés.

### **10.3. Pénalités de retard dans la remise des livrables**

Dans le cadre des Services associés à des livrables, si du fait du Titulaire, le rapport/le livrable de ce Service, n'est pas fourni au pouvoir adjudicateur dans le délai prévu, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon l'application de la formule suivante :

$$P = (M \times J) / 20$$

Ou, P = Montant de la pénalité

M = le montant TTC du Service (100% du montant dans le cas d'un service soumis aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives dites simples, et le solde du montant dans le cas d'une prestation soumise aux différentes opérations de vérification et d'admission des Services, cf. Article 17.2 de ce CCAP)

J = Nombre de jours de retard,

le montant de la pénalité ne pouvant dépasser 50% du montant TTC de la prestation.

### **10.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

### **10.5. Pénalités pour non-respect des exigences de sécurité**

Selon annexe 1 « Exigences de sécurité applicables à l'ensemble des entités de France Titre » et Annexe 2 « Exigences de sécurité applicables aux différents lots \_ Spécifiques Programme France Identité Numérique » du CCTP, en cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées dans le présent CCAP, le Titulaire encourt l'application des pénalités suivantes.

Cette pénalité est calculée de la façon suivante :

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel.

Pour chacun des faits constatés, application d'une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel : pour chacun des faits constatés, application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les pénalités sont appliquées après mise en demeure du Titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées dans l'annexe 1 et 2 spécifique du CCTP, ainsi que dans le présent CCAP. La mise en demeure est adressée par tout moyen permettant d'attester de sa réception par le Titulaire.

L'application, par le Titulaire, des mesures correctives visées dans la mise en demeure ne sauraient l'exonérer du paiement des pénalités appliquées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux Services exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les pénalités sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le Titulaire.

## **11. CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les conditions relatives au traitement des données à caractère personnel figurent dans l'annexe 1 au présent CCAP.

## **12. CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire et France Titres qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des Services prévues au marché public.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché public ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché public ;
- qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

### **12.1. Opération de maintenance ou de télémaintenance**

Chaque opération de maintenance doit faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et le nom des intervenants, transmis à France Titres.

En cas de maintenance ou de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de France Titres, le Titulaire prend toutes dispositions afin de permettre à France Titres d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de France Titres avant chaque opération de maintenance ou de télémaintenance dont il prendrait l'initiative.

Des registres sont établis sous les responsabilités respectives de France Titres et du Titulaire, mentionnant les dates et natures détaillées des interventions de maintenance et de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

FRANCE TITRES se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

## **12.2. Sécurité des installations**

Les personnels du Titulaire qui ont accès aux locaux de France Titres doivent avoir obtenu au préalable l'agrément des services de sécurité.

Pour ce faire, il est impératif que le Titulaire fournisse au moins quarante-huit heures avant le début des Services à exécuter, les noms et prénoms des personnes sous sa responsabilité (personnels des sous-traitants inclus), qui sont amenées à pénétrer dans les locaux de France Titres. Au surplus de ces renseignements, et pour les personnels dont il est question, le Titulaire transmet également une photocopie lisible et recto-verso d'un titre. La nature de ce titre varie selon la situation individuelle des personnels visés :

- carte nationale d'identité (CNI) en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
- titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires.

## **12.3. Mesures particulières de sécurité en cours d'exécution de l'accord-cadre**

i. Chaque lot est susceptible d'être considéré comme « marché sensible » dans les seuls cas où l'exécution des Services s'exerce au profit d'un service ou dans un lieu détenant des informations ou supports protégés, dans lequel le Titulaire prend des mesures de précautions, y compris dans les contrats de travail de ses préposés, tendant à assurer que les conditions d'exécution du Service ne mettent pas en cause la sûreté ou les intérêts essentiels de l'Etat.

ii. Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer, lors de l'exécution du marché public, la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le Titulaire, sans avoir besoin de connaître de ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché public.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/DR du 26 janvier 2012 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein du ministère de la défense ;
- l'article 5 du CCAG-TIC/CCAG-PI, applicable au présent marché public ;

Par ailleurs, le Titulaire reconnaît :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché public, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- qu'il a pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

iii. Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux Services, ayant besoin pour l'exécution de ces Services d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, doivent préalablement avoir fait l'objet d'un contrôle élémentaire conformément à l'article 32 de l'instruction interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le Titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché public, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;



- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des Services contenant des informations ou supports classifiés ;
  - à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
  - à informer ces personnes qu'elles doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché public, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutés les Services et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché public.
- iv. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne peut être acceptée du représentant du pouvoir adjudicateur ou exigé de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

v. L'exécution du marché public peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de la défense nationale, doivent être protégées et ne peuvent être rendues publiques. Le Titulaire s'engage et engage son personnel à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur, aucun élément connu dans le cadre du présent marché public et devant être protégé, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché public.

vi. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter des Services du présent marché public sans autorisation préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, en application de l'article 13.1 *infra*. Le Titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

## 13. SOUS-TRAITANCE

### 13.1. Sous-traitance au sens du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, **il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à France Titres afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.**

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des Services sous-traités ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

### 13.2. Sous-traitance au sens de la loi informatique et libertés

FRANCE TITRES, responsable de traitement de données à caractère personnel, dispose d'un délai de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.



En cas de sous-traitance de second rang, le Titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de FRANCE TITRES, responsable de traitement.

Le sous-traitant de second rang est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de France Titres. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant de second rang présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant de second rang ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant FRANCE TITRES de l'exécution, par le sous-traitant de second rang, de ses obligations.

#### **14. RESPONSABILITE - ASSURANCE**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Services.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public doivent justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de France Titres en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze jours après demande de France Titres au Titulaire.

#### **15. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un justificatif d'immatriculation datant de moins de trois mois.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

#### **16. LIVRAISON**

La livraison est effectuée dans les conditions prévues au CCAG-TIC et en particulier de son article 21 pour les logiciels et documents.

Le Titulaire est invité à échanger régulièrement avec France Titres les versions provisoires des livrables lors de leur phase d'élaboration.

Les livrables doivent être remis dans le respect des délais fixés par le CCTP, le bon de commande ou le devis concerné.

#### **17. MODALITES DE VERIFICATION DES SERVICES ET RECEPTION DES SERVICES**

##### **17.1. Elaboration des livrables et remise des livrables**

Le Titulaire est invité à échanger régulièrement avec France Titres les versions provisoires des livrables lors de leur phase d'élaboration.

Les livrables sont remis dans le respect des délais fixés par le CCTP, le bon de commande ou le devis concerné.

## 17.2. Opérations de vérification

S'agissant des unités d'œuvre listées ci-dessous, sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions du CCAG-TIC (articles 29 à 34) / CCAG-PI (articles 28 et 29). Par dérogation aux dispositions des articles 33.2 et suivants du CCAG-TIC/ article 29 du CCAG-PI, le délai maximal de vérification du livrable et de décision de France Titres est de trente jours calendaires à compter de leur remise par le Titulaire.

Liste des unités d'œuvre concernées pour les lots 5 et 6 :

Lot 5 :

Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre
L5_P2_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)
L5_P3_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)
L5_P4_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)
L5_P5_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)

Lot 6 :

Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre
L6_P8_DEV	Développement d'une itération à l'échelle d'un sprint (2 semaines)
L6_P9_COMP.S	Développements complémentaires - Simple (10 jours)
L6_P10_COMP.M	Développements complémentaires - Moyen (10 jours)
L6_P11_COMP.C	Développements complémentaires - Complexe (10 jours)

S'agissant des Services ci-dessous, par dérogation aux dispositions de l'article 32 du CCAG TIC / à l'article 28 du CCAG-PI, les opérations de vérifications sont les suivantes : l'acheteur effectue, au moment même de la livraison desdits « livrables » précisés au CCTP ou de l'exécution des Services, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives, dites simples. Elles nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours calendaires. Passé ce délai, la décision d'admission des Services est réputée acquise. L'acheteur peut notifier sa décision selon les modalités précisées à l'article 34 du CCAG-TIC/ à l'article 29 du CCAG-PI.

Liste des unités d'œuvre :

- ➔ Toutes les Unités d'œuvre des lots 1, 2, 3, 4 et 7 ;
- ➔ Et, les Unités d'œuvre, des lots 5 et 6, suivantes :

Lot 5 :

Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre
L5_P1_APP	Appropriation et initialisation
L5_P6_OFRIOS	Réalisation d'une "OFR" iOS (10 jours)
L5_P7_OFRAND	Réalisation d'une "OFR" Android (10 jours)
L5_P8_REV	Réversibilité

Lot 6 :

Code UO	Désignation de l'unité d'œuvre
L6_P1_APP	Appropriation et initialisation
L6_P2_ARCHI.S	Expertise Architecture - Simple (3 jours)
L6_P3_ARCHI.M	Expertise Architecture - Moyen (5 jours)
L6_P4_ARCHI.C	Expertise Architecture - Complexe (10 jours)

L6_P5_DEVOPS.S	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Simple (3 jours)
L6_P6_DEVOPS.M	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Moyen (5 jours)
L6_P7_DEVOPS.C	Assistance et expertise DevOps pour l'installation - Complexe (10 jours)
L6_P12_REV	Réversibilité

### 17.3. Procès-Verbal de service fait

FRANCE TITRES prononce la réception des Services si celles-ci répondent aux stipulations de l'accord-cadre. Le procès-verbal de service fait est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserve les Services exécutés.

Le procès-verbal de service fait opère la cession des droits de propriété intellectuelle afférents au Service, le transfert de propriété du document qui en est le support et l'exigibilité du prix.

Outre la signature du procès-verbal de service fait valant réception, France Titres peut prononcer l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations conformément à l'article 34 du CCAG-TIC/ à l'article 29 du CCAG-PI.

## 18. SUSPENSION DE L'EXECUTION DES SERVICES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des Services est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le Titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours calendaires à compter de la décision de suspension des Services, les parties conviennent des modalités de constatation des Services exécutés et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché public et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le Titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des Services dans les conditions prévues par le marché public et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG-TIC/article 43 du CCAG-PI.

## 19. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

### 19.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

L'accord-cadre étant conclu sans montant minimum, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation du Titulaire du fait de la résiliation par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC/article 40 du CCAG-PI.

### 19.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, France Titres peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 50 du CCAG-TIC / article 39 du CCAG-PI, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

FRANCE TITRES peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **19.3. Exécution aux frais et risques**

En application de l'article 54 du CCAG-TIC / article 27 du CCAG-PI, France Titres peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'un Service qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

### **19.4. Force majeure**

Le terme « Force Majeure » désigne tous les événements ou circonstances ayant pour effet de rendre impossible l'exécution des obligations au titre du présent accord-cadre, tel que ce terme est défini par l'article 1218 du code civil.

Sont notamment considérés comme des événements de Force Majeure les catastrophes naturelles, incendies, guerres, émeutes, attentats et les prescriptions impératives des autorités publiques ou internationales et grèves paralysant totalement et de manière imprévisible et insurmontable, le transport des expéditions.

Les effets du présent accord-cadre sont suspendus en cas de survenance d'un événement de Force Majeure rendant impossible l'exécution de ses obligations par l'une des parties.

La suspension de l'accord-cadre produit ses effets à compter de la réception par France Titres de la notification au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception l'informant de la survenance de cet événement de Force Majeure.

Dans l'hypothèse où l'événement de Force Majeure perdurerait pendant plus de trente jours calendaires, France Titres pourra résilier l'accord-cadre sans préavis par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité quelle qu'en soit la nature.

## **20. REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES**

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à L.2197-7 du code de la commande publique et à l'article 55 du CCAG-TIC / article 43 du CCAG-PI.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché public seront soumis à la compétence du juge administratif.

## **21. REGIME D'UTILISATION DES DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

FRANCE TITRES doit pouvoir disposer des développements informatiques réalisés dans le cadre du présent accord-cadre pour les exploiter directement ou indirectement et pouvoir confier la tierce maintenance applicative (corrective, adaptative et évolutive) à des tiers à l'échéance de l'accord-cadre. Le présent marché public fait donc application du chapitre 7 du CCAG TIC / chapitre 6 du CCAG-PI et pour les Résultats, avec les compléments et dérogations ci-après.

### **21.1. Régime des résultats**

Dans le cadre du présent accord cadre les Résultats peuvent, à titre d'exemple, être des études d'implantation, d'audit, des supports de formation ou des développements informatiques sous forme de sources et le cas échéant d'exécutables, des bases de données, des dossiers d'études techniques, de spécifications, de paramétrage, d'exploitation et de maintenance ainsi que la documentation.

En application de l'article 46 du CCAG TIC / article 35 du CCAG-PI, le Titulaire cède à ANTS à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des Résultats, l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Tous les développements réalisés dans le cadre du marché public sont conçus en open source, dans le respect des orientations publiques, sauf exception mentionnée ci-après.

A titre d'exception pour les connaissances antérieures et logiciels sous licence, les briques propriétaires dénommées « Id Cluster », développées par la société editrice iDAKTO, sont exclues du périmètre des Résultats du présent marché public.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC / article 35 du CCAG-PI, cette cession des droits sur les Résultats est :

- à titre exclusif au bénéfice de France Titres pour les lots 1 et 4. Le Titulaire ne peut donc exploiter les Résultats de ces lots sans l'accord exprès et préalable de France Titres.

Le Titulaire s'interdit de publier les Résultats obtenus dans le cadre du présent accord-cadre ou toute information en relation avec ces Résultats, sans l'accord exprès et préalable de France Titres.

- à titre non exclusif au bénéfice de France Titres pour les lots 2 et 3.

Cette cession des droits sur les Résultats comprend notamment :

- Le droit de reproduire les Résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;

- Le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les Résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;

- Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des Résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération.

Cette cession des droits sur les Résultats est effective pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des résultats par le droit d'auteur.

Cette cession des droits sur les Résultats vaut pour les besoins d'utilisation des Résultats exprimés dans les pièces particulières du marché public et, en toute hypothèse, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des Services commandés dans le cadre du présent marché public.

Cela inclut la possibilité pour France Titres de pouvoir :

- utiliser, directement ou par l'intermédiaire de tiers, les Résultats dans le cadre de sa mission de service public ;

- publier et utiliser toute étude préalable, cahier des charges, spécification technique et fonctionnelle, etc., pour leur mise en œuvre, le cas échéant par des tiers ;

- évaluer ou faire évaluer les Résultats à tout moment ;

- réaliser ou faire réaliser sur les résultats des expérimentations, des travaux d'intégration, de maintenance corrective, adaptative ou évolutive, des formations, des projets de R&D internes ou menés en collaboration avec des tiers ;

- réaliser ou faire réaliser par tout tiers tout développement informatique ainsi que la maintenance corrective, adaptative et évolutive de tout ou partie des Résultats à l'échéance du marché public ;

- publier le code source des Résultats ainsi que leur documentation technique ;

- mettre les Résultats à disposition de tout tiers dans le cadre de tout transfert de mission de service public ou de politique publique.

Cela inclut également la possibilité de mettre les Résultats à disposition de partenaires, à titre onéreux afin que les partenaires contribuent aux frais de fonctionnement de la plateforme.

## **21.2. Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards**

En compléments de l'article 45 du CCAG TIC / article 34 du CCAG-PI, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les contenus proposés sous licence standard. Il peut s'agir de logiciels standards ou progiciels sur étagère (sous licence dite « propriétaire » ou sous licence libre), d'accès à des bases de données, d'images provenant de banque d'images, etc.

### **21.2.1. Dispositions communes aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards**

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards utilisées dans le cadre du présent accord-cadre.

Dès lors que le Titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché public, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le Titulaire s'engage à communiquer à France Titres les éléments suivants :

- le nom et la fonctionnalité de la connaissance antérieure ou de la connaissance antérieure standard ;
- le nom du ou des auteurs ;
- la source (site Internet par exemple) ;
- le régime juridique (licence) et les conditions générales associées ;
- si la connaissance antérieure ou la connaissance antérieure standard est indissociable des résultats ;
- les motivations du recours à une connaissance antérieure ou à une connaissance antérieure standard qui n'est pas sous un régime de licence libre ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de France Titres ;
- les conditions du support de la connaissance antérieure.

Le Titulaire ne peut utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards sans l'accord préalable de France Titres.

### **21.2.2. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et de France Titres**

Si, dans le cadre des Services, le Titulaire utilise des connaissances antérieures, le Titulaire concède à titre non-exclusif à France Titres, le droit d'utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire que ceux prévus dans le régime relatif aux résultats applicable aux différents lots du présent accord-cadre.

En toute hypothèse, le Titulaire conserve le droit d'utiliser ses propres connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent accord-cadre. Les dispositions sur les connaissances antérieures du Titulaire s'appliquent pendant la durée du marché public ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

Le Titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de France Titres que dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

### **21.2.3. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards**

Le Titulaire s'engage à n'utiliser dans le cadre du marché public que des connaissances antérieures standards dont les conditions d'utilisation sont compatibles avec les besoins exprimés dans les documents particuliers du marché public et, en toute hypothèse, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des Services commandés dans le cadre du marché public. Les droits d'adaptation, modification, évolution ainsi que les éventuelles transmissions des droits à des tiers sont conditionnés par la licence des connaissances antérieures standards.

Pour l'ensemble de ces connaissances antérieures standards, des licences d'utilisation sont achetées aux conditions de leur propriétaire. Le prix des licences d'utilisation des connaissances antérieures standards est compris dans le prix de la commande de manière forfaitaire, ferme et définitive.

Les licences d'utilisation des logiciels standards doivent permettre à toute entité publique de pouvoir les utiliser sans supplément de prix.

L'utilisation de logiciels standards propriétaires est subordonnée à l'accord préalable de France Titres.

Pour les connaissances antérieures standards qui sont des logiciels standards ou sur étagère, le Titulaire est tenu d'informer France Titres des nouvelles versions disponibles accompagnées d'une analyse des modifications apportées par les nouvelles versions.

Pour ces logiciels standards, le Titulaire prend toutes dispositions afin de préserver les droits de France Titres en cas de défaillance du détenteur des droits d'auteur ou de son représentant.

La défaillance est définie comme :

- la liquidation judiciaire ou la dissolution de l'éditeur des logiciels standards ;
- une panne bloquante dans le système, qui ne peut être réparée, ni même contournée provisoirement, par l'éditeur du logiciel standard dans les délais prévus par l'accord-cadre ;
- l'abandon par l'éditeur de logiciels standards de leur commercialisation dans leur dernière version ;
- l'arrêt des prestations de maintenance réalisées par l'éditeur des logiciels standards ;

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à ce que l'éditeur de ces logiciels standards dépose leurs codes sources ainsi que ceux des nouvelles versions en vigueur accompagnés de la documentation technique associée auprès d'un séquestre (Agence pour la Protection des Programmes ou officier ministériel), dont les coordonnées sont précisées au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

### **21.3. Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Pour permettre à France Titres d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord-cadre, le Titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des Services, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du présent accord-cadre, tels que :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
- les codes sources pour les seuls résultats et connaissances antérieures sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur.

Les codes sources des résultats et des connaissances antérieures ne sont pas confidentiels.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à France Titres. Elle est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

### **21.4. Régime des données**

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à France Titres.

Le Titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des Services, sauf autorisation préalable et expresse de France Titres.

### **21.5. Garanties des droits**

Le Titulaire garantit que les Résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits prévu dans le cadre du présent accord-cadre.

Sur simple demande, le Titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les Résultats, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qui ne permettraient pas France Titres de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du présent accord-cadre.